

Les dimensions politiques dans la réalité quotidienne des femmes

PAR YOLANDE COHEN

Au cours des dix années succédant à la parution de cet article (1980, vol. 2, no.4), nous avons vu un nombre plus important de femmes qui s'engagent dans la politique. Bien que le nombre de femmes élues au parlement ne soit pas représentatif de la population dans son ensemble, le Canada a maintenant une femme, Audrey McLaughlin, à la tête d'un parti national.

Alors que l'on peut se sentir encouragé par ce nombre croissant de femmes qui entrent dans la politique, il n'en reste pas moins que le phénomène des politiciennes qui font peu d'efforts pour changer la manière dont on fait de la politique persiste. Les vrais changements et succès sont encore l'oeuvre des femmes qui s'opposent au système pas de celles qui l'appuient.

J'ai choisi de vous présenter mes réflexions personnelles pour ce qu'elles sont. Comme toutes les réflexions, elles partent de ce qui fait mon expérience propre. Je tenterai en cours de route de formuler les questions qui ont surgi de ce cheminement et les pistes de recherches qui s'en dégagent. Telles sont les limites que je pose d'emblée à cet exposé.

Ceci dit, ce que j'aborderai en premier, c'est l'exclusion des femmes du domaine de la politique. Vérité première qui ne peut se comprendre sans son corrélatif: l'importance des femmes dans les sphères du pouvoir. Sans vouloir revenir à ces vieux clichés qui montraient la force que détenaient les maîtresses des rois, ou encore le rôle primordial joué par les femmes tenant salon, ou plus simplement à l'importance du matriarcat dans certaines sociétés, il me semble utile de replacer certains éléments.

Mon hypothèse telle que j'essaierai de la développer dans cet exposé *c'est que les femmes exclues du pouvoir politique ont tissé une infinité, une multitude de pouvoirs marginaux par lesquels elles s'expriment.*

Aujourd'hui, tenter de codifier ou d'unifier cette multitude serait une erreur. C'est pourquoi je pense que l'attitude des femmes envers le pouvoir politique est une ruse suprême pour s'en tenir écartées plutôt qu'une oppression.

En ce qui me concerne, j'aimerais commencer par quelques constatations tirées des cours que j'ai donnés ces deux derniers semestres à l'UQAM (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONT-RÉAL) et à l'Université Laval à Québec. Bien qu'on ne puisse en aucun cas généraliser à partir de ces deux exemples, on peut toutefois en tirer quelques leçons.

Le cours qu'on avait divisé en trois parties comprenait une première partie qui s'intitulait « les théories politiques sur et pour les femmes », une deuxième « Quelles voix pour la libération des femmes » et une troisième « Vers une anthropologie du pouvoir des femmes ». Ce qui revenait à dire qu'on voulait couvrir à partir d'un seul et même cours l'ensemble de l'existence publique des femmes. Or il nous est très vite apparu que de fait nous n'y parvenions pas, et qu'au contraire c'était une connaissance éclatée que nous pouvions faire jaillir.

Une connaissance extrêmement partielle qui tentait d'appréhender tour à tour et pêle-mêle les mouvements politiques des femmes dans leurs revendications électorales ou syndicales; les attitudes gouvernementales et légales par rapport à elles; les nécessités clairement définies ou non d'organisations autonomes des femmes pour revendiquer ou exiger l'égalité.

L'indépendance, bref la reconnaissance pleine et entière de l'individualité féminine. Tout cela se faisant dans la plus grande confusion des termes et des sujets. Des sujets traités par les étudiants, pas un n'abordait le problème des rôles politiques attribués ou non aux femmes. Rien sur le vote ou les postes gouvernementaux par exemple.

Ce qui revenait le plus souvent c'est la discussion sur les mouvements politiques de femmes: mixtes ou pas, autonomes par rapport aux organisations traditionnelles ou pas, comités syndicaux de la condition féminine, etc... En dehors de ce champ, qu'on ne savait d'ailleurs pas trop comment aborder, l'autre mode de réflexion s'attachait à critiquer les recommandations du CSF dans son ouvrage *Egalité-Indépendance*. Le seul travail dans lequel nous nous sommes impliquées de façon massive, c'est dans l'expérience du recueil des récits de vie de femmes. Mais j'y reviendrai plus loin.

Ce qui ressort donc de cette expérience, par ailleurs passionnante, c'est l'incapacité que nous avons de poser les problèmes en termes de politique. Au départ comme à la fin du cours, la sphère du politique nous restait étrangère, tout au plus pouvions-nous la contester, mais jamais nous ne l'avons vraiment pénétrée. Cela restait un domaine entièrement, pour ne pas dire exclusivement, étranger, autre, sans doute alors masculin.

Deuxième Expérience: A l'Université Laval, ce fut un séminaire de maîtrise qui promettait enfin de faire la lumière sur le même sujet. Fonctionnant en petit groupe de 13 personnes, nous nous promettions de dévoiler tous les secrets que les femmes avaient envers la politique. Nous avons donc choisi collec-

tivement d'aborder le problème par le biais des thèmes qui nous paraissent centraux: Corps, Famille, Travail.

Brièvement, ce qui s'est alors passé c'est qu'on a tout simplement tenté d'interpréter la réalité sociale en inversant les rapports dominants et en les reliant à la lumière de l'intervention des femmes.

L'avenir de la famille dans les rapports sociaux actuels, l'inégalité dans le travail, l'oppression sexuelle étaient certes des sujets importants à aborder mais en aucun cas ils ne pouvaient remplacer une analyse centrée sur le pourquoi et le comment de la domination mâle en matière de politique, d'Etat, de fonctionnement global du corps social.

Qu'en faut-il conclure? Doit-on y voir l'incapacité du milieu universitaire à identifier et analyser les problèmes politiques? Etant très critique par rapport aux milieux universitaires en général, je n'aurais guère hésité à choisir cette explication et à me trouver moi-même un autre sujet de recherche.

Mais le problème me semble bien plus complexe que ça. Car cette incapacité de définir l'intervention des femmes dans la politique ne nous est pas spécifique. D'autres que nous partagent cet aveuglement. Des vingt femmes que nous avons rencontrées et interrogées, aucune n'a pu nous dire qu'elle faisait de la politique, ou même qu'elle y portait un quelconque intérêt. Un mot sur cette troisième expérience.

Dans le cadre d'un projet de recherche que je dirige sur la perception de l'histoire du Québec par les femmes, j'utilise la méthode dite autobiographique qui consiste à établir des récits de vie et à les analyser pour mesurer aussi bien le changement social que les itinéraires individuels pour comprendre mieux le tissu social. Ces entrevues, d'où le questionnaire sociologique est exclu, permettent de mesurer l'évolution personnelle et comment elle est vécue puis racontée. A partir d'une vingtaine de récits, ce qui ressort, c'est l'incapacité totale des femmes interrogées de comprendre ou même d'entrevoir et *a fortiori* de s'insérer dans «la politique». Domaine *a priori* exclu dont on perçoit seulement les formes ponctuelles du vote, de la lecture du journal et des nouvelles à la télévision. Et encore.

Les femmes de 60 ans et plus n'ont pas l'habitude de voter et pour cause (le droit de vote est obtenu tardivement ici, en 1940) et pour leur premier vote, elles s'efforçaient soit de demander à leur mari comment il votait pour ne pas annuler son vote, soit encore de voter comme la famille avait toujours voté (c'est-à-dire comme le père votait), soit de s'abstenir complètement. Il est rare de voir des convictions électorales nettement affirmées. Dans la classe d'âge des femmes entre 35 et 60 ans, il est plus fréquent de trouver les tendances habituelles des rouges et des bleus se démarquer chez les femmes. Mais là il y aurait tout un travail à faire pour en définir les zones, pourquoi et comment ces habitudes de vote se sont prises. Dans la classe d'âge de 18 à 35 ans, le désintérêt pour le vote est presque total. Chez les jeunes femmes interrogées, elles nous disent d'emblée ne pas s'intéresser à la politique. Mais s'il est impossible de conclure à partir de si maigres échantillons, il est important de poser des questions.

Comment se fait-il qu'environ 100 personnes (y compris mes étudiantes et moi-même), de tous les âges et milieux socio-professionnels, aient tant de diffi-

cultés à définir leur rôle dans la vie politique? Comment se fait-il qu'il y ait si peu d'études — peu en français, quelques-unes américaines — qui abordent le problème des femmes et de la politique? Pourquoi les femmes, même quand elles ont accès au domaine public, accèdent-elles rarement au pouvoir? Quels rapports entretiennent-elles avec ces monstres que sont le pouvoir, l'autorité, la politique, la violence?

Comment arrivent-elles à établir un *modus vivendi* avec le pouvoir politique duquel elles sont majoritairement exclues, dans leurs vies de tous les jours.

Deux voix au moins peuvent actuellement être distinguées dans le mouvement des femmes.

La première, qu'on qualifie à tort de réformiste, est celle qui est majoritaire du mouvement féministe des années soixante. C'est celle qui revendique l'accession des femmes à l'égalité juridique, sociale, politique. Les femmes ne sont pas des enfants; elles sont des individus à part entière. *L'Equal Rights Amendment* américain et les tentatives similaires partout ailleurs dans le monde occidental tendent à rectifier les oppressions les plus criantes. Ouverture de tous les postes



décisionnels aux femmes, action positive, droits de la personne, conseil du statut de la femme etc... D'une importance fondamentale, ce mouvement vers l'égalitarisation ou vers l'interchangeabilité de rôles nous est à toutes bénéfique. Mais on peut dire après quelques années d'expérience que cela est loin de résoudre le problème que les femmes par leurs revendications posent à l'ensemble de la société. Car en fait d'interchangeabilité des rôles, on en vient très vite à occuper la place tenue par le pouvoir mâle.

Une étude récente faite sur le personnel féminin d'une université du Nord-Est des Etats-Unis a voulu tester l'attitude des femmes en position de pouvoir ou d'autorité. L'auteur Sharon S. Mayes tire des conclusions qui peuvent nous intéresser. Elle constate d'abord le désarroi dans lequel sont plongés les subordonnés quand c'est une femme qui occupe le poste supérieur. Nous avons tous pu constater la surprise et l'étonnement autour de nous quand c'est une femme qui dirige. C'est encore aujourd'hui considéré comme un phénomène spécial, loin d'être intégré à la vie quotidienne. Mais pire encore, les femmes-cadres hésitent à changer l'aspect du poste qu'elles occupent et se conforment entièrement au pouvoir qu'elles doivent assumer. C'est ainsi qu'on voit des femmes s'identifier entièrement aux fonctions qu'elles assument et devenir encore plus tyranniques que les hommes qui occupent les mêmes fonctions. Il semble que le désir d'en faire plus pour montrer aux autres qu'on est compétent amène ces femmes à perdre toute forme d'auto-conscience. Finalement le poste d'autorité reste un poste de pouvoir, qu'il soit occupé par un homme ou par une femme. Le sexe de celui qui l'occupe ne change en rien l'oppression qu'il peut produire. Mais l'auteur de cette enquête va plus loin que ces simples constatations. Elle remarque que les femmes, appelons-les cadres ou leaders, apparaissent aux autres comme n'ayant pas résolu le conflit famille/carrière. Et c'est cela que je soulignerai. Ces femmes qui ont intégré la sphère du pouvoir public semblent l'avoir fait au détriment de leur famille et pire encore, au détriment de leur sexualité. C'est la perte de ces valeurs précieuses que les autres femmes ne veulent en aucun cas subir. C'est ainsi que Mayes en arrive à expliquer que le pour-

centage des femmes au pouvoir décisionnel n'a pas dépassé le 1% de l'ensemble du personnel dans cette université. Pour elle, les femmes dans leur grande majorité refusent de remettre en cause ces valeurs qu'elles jugent fondamentales et préfèrent s'abstenir d'exercer le pouvoir public. Pour elles, pouvoir politique ou public équivaut à une perte de ce qui leur semble être leur identité de femmes, leur pouvoir propre, à savoir celui qu'elles détiennent sur la société à partir de leur famille et de leur sexualité.

Cet exemple que j'ai grossièrement schématisé a l'avantage de rendre plus concret le problème que nous nous posons sur le pouvoir. Est-il irrémédiable que la place du pouvoir soit celle de la violence et de l'oppression des autres et que quiconque l'occupe assume cette fonction? Les hommes auraient-ils de façon définitive entaché le pouvoir politique de tous ces attributs qui le rendent odieux à l'autre sexe? Et dans ce cas, quel intérêt avons-nous à lutter pour ce pouvoir? Si nous sommes condamnées à seulement occuper la place des hommes, que reste-t-il de cette subversion sociale dont le mouvement féministe se dit porteur? Tout cela ne serait-ce que mots dont nous nous affublons pour prendre tout simplement leur place.

Je ne pense pas. C'est pourquoi j'ai une deuxième piste d'interprétation pour répondre à ces questions. C'est au niveau du quotidien, de l'anthropologique, que les femmes sont fortes. C'est au niveau de ces multiples pouvoirs constamment remis en cause par les femmes qu'elles sont un enjeu politique formidable dans les sociétés actuelles. Et il me semble bien que les mouvements de femmes, consciemment ou non, le savent bien. Je m'explique.

Quand les femmes exigent le contrôle de leur corps et donc de leur sexualité, elles ébranlent toutes les lois établies du contrôle social sur les individus. Que ce soit par la demande désormais généralisée à tous les pays occidentaux du droit à l'avortement ou par le contrôle de leur propre natalité par la contraception, les femmes abattent les barrières qui séparent corps social et corps humain puisque leur propre natalité est ce qu'on appelle la démographie des sociétés. Cette confusion des genres que les femmes par leurs prétentions totalisent, remet en cause

l'ordre social établi. En commençant par le corps médical, en passant par l'institution religieuse et en arrivant au corps civil par excellence, l'Etat, tous les corps constitués se trouvent obligés de méditer sur le corps féminin. Certains disent avec beaucoup d'à-propos que c'est la jouissance-extase féminine qui éclate dans le corps social et lui saute aux yeux en même temps qu'elle fait tout sauter. En mélangeant sexualité, travail, reproduction (à la fois d'enfants et de plus-value), les femmes font éclater ce qui a été soigneusement érigé comme l'ordre naturel que nos sociétés prétendent suivre. Voilà que désormais le désordre s'oppose à l'ordre.

Or les implications politiques du désordre sont nombreuses et fâcheuses. On fera tout pour canaliser ce qui peut devenir un véritable raz-de-marée. Imaginez que tout le monde fasse ce qu'il veut de son corps et c'en est fait du travail, de la discipline, de la société occidentale! Alors, heureusement, il y a des gardes-fous. Ce sont précisément ceux du partage du pouvoir. Si on assigne aux femmes un lieu de pouvoir et un seul, cela jouera comme soupape de sécurité. Ce lieu a été et est encore la famille. Lieu dans lequel toutes les stratégies peuvent se jouer et se déjouer sans que les interférences politiques soient directement ressenties. Dans nos interviews de femmes, c'est bien entendu ce qui ressort: la femme est la reine du foyer, et elle s'y consacre, l'éducation des enfants étant la récompense sociale de ce dévouement privé. Mais avec le temps, cette sphère du pouvoir féminin devient de plus en plus étriquée. D'abord la famille se resserre et donc les réseaux d'influence diminuent. Il y a moins de monde à orienter, à dominer. De plus, cette place en tant que telle est dépourvue de tout pouvoir décisionnel. Tout au plus y garde-t-on le pouvoir de consommer. Donc il faut trouver d'autres lieux à octroyer aux femmes. Selon les moyens dont on dispose, on aura souvent recours aux fonctions auxquelles le pouvoir est inhérent, c'est-à-dire où les femmes seront tenues de reprendre la même attitude que les hommes pour exercer la fonction. C'est la tendance actuelle. Avec la meilleure volonté du monde et les meilleures intentions, les femmes au pouvoir politique se voient contraintes tout au mieux d'aménager des espaces

vivables; mais elles ne peuvent rien changer fondamentalement aux rapports existants, tout au plus les dénonceront-elles. Dans la plupart des cas elles s'en accommoderont et reporteront, comme tout le monde, sur le changement global de la société la tâche du changement radical des rôles sexuels.

Mais il me semble que conjointement à cette attitude et sans l'exclure, il y a des façons multiples de faire échec au pouvoir oppresseur. Et c'est par là que je voudrais conclure parce que c'est ce qui me semble être le plus prometteur dans les mouvements féministes actuels. C'est qu'en refusant de se voir imposer une place, un lieu d'où leur revendication pourrait être entendue, elles contraignent l'ensemble du corps social à se définir par rapport à ce qu'elles demandent, exigent, veulent. La panoplie des revendications est impressionnante. On n'a pas fini d'en faire la liste. Elles touchent tous les domaines de la vie publique et privée sans distinction, et par là contredisent une des formes d'oppressions les plus vicieuses du pouvoir politique: la sectorisation de la vie des individus en catégories fonctionnelles.

Parce qu'elles n'ont pas un programme politique unique et univoque qui nous promet l'émancipation de l'humanité si on le suit à la lettre, les femmes ouvrent la voix à une subversion sociale infiniment plus totale. Parce qu'elles ne parlent pas uniquement du lieu du politique, les femmes peuvent aussi ébranler la politique. Parce qu'elles détiennent des formes de pouvoir qui ont été dévalorisées par la politique menée par les mâles, les femmes sont désormais à même de contester le bien fondé de la politique sous toutes ses formes et de la subvertir.

Ainsi, si j'ose dire, la boucle est bouclée. D'une constatation négative, celle de l'absence des femmes dans le domaine politique, on en arrive à une stratégie victorieuse, à savoir de dévaloriser à notre tour la politique. Ruse suprême des femmes que de contraindre le corps social à se redéfinir par rapport à des critères qu'elles tentent désormais d'imposer.

L'intérêt, pour nous, c'est d'inventer d'autres formes par lesquelles nous utiliserons toutes les places où nous sommes pour les transformer en ce que nous voulons. Laisser libre cours à notre créativité sans l'aliéner aux rapports établis constitue pour un temps notre force.

The Gesture — For Emily Carr

listening to ice groaning
across a mile of Lake Ontario
I think about Emily Carr

repeat her gesture
of swirling brush strokes
herding the ice into great shrieking jams
to dissolve

her pain
breaks up the frozen years
between us
I look at her paintings
let her ecstasy
touch me.

Pat Wheatley

Summer Thoughts (for Margaret Laurence)

An uneven day —
little clouds, sun and shadow
and sudden sun.

The sky is breathing for us
— long draughts of light and the shadow
is sadness breathing in — and blowing
cloud-puffs at the snow-cool
peaks of mountains. A cloud island
atoll turns into a harp,
unstrung, a swan rampant, a white
hound high-tailing across an azure field,
— a child-smiling kite-flying
innocence of sky.

Deck-chaired, hat over face, head
full of fractals, geometry of natural
repetitions, endless interweavings,
— Gaelic cross in the Book of Kells —
I am lost in that maze
looking for,
finding,
defining, divining
real words for things,
sous-text of the universe.
It begins to come true.
World is shifting into word, poets
into priests or prophets, or
diviners.
No,
Shadow plumb-lines to the heart
The sky stops breathing,
and shows what
sunlight
is.

Polly Fleck